

Auteur: Hongrie

Commission: Conseil des Ministres de l'Économie et des Finances

Problématique: Stratégie de coopération européenne face à la géopolitique chinoise de la Route de La Soie en Europe

En septembre 2013 le président de la République Populaire de Chine, Xi Jinping, a dévoilé la nouvelle stratégie d'expansion internationale du pays connue sous le nom de *la nouvelle route de la soie*. Ce projet aussi connu sous le nom de "*Belt and Road Initiative*" ou "*Ceinture et la Route*", en français, consiste donc à la création d'une ceinture terrestre reliant la Chine à l'Europe, l'Asie centrale et l'Afrique, par voies maritimes, routières et ferroviaires. Le but est d'accroître le niveau des échanges commerciaux de la Chine avec le monde. Il s'agit d'une entreprise planétaire qui concerne actuellement plus de 80 pays. En même temps, il s'agit d'une recreation de la "*Route de La Soie*" symbolique de la Chine ancestrale. Le gouvernement hongrois, actuellement dirigé par le premier ministre, M. Viktor Orbán, s'est vu directement concerné par cette initiative. Nous faisons partie de l'union Européenne depuis l'année 2004 et c'est pour cette raison que nous croyons important la recherche d'une stratégie de coopération européenne face à la géopolitique chinoise de la Route de La Soie en Europe sachant que nous ne sommes pas tous du même avis et que beaucoup est en jeu.

La Nouvelle Route de La Soie présente non seulement des enjeux mais aussi des problèmes qui provoquent une réticence au sein de certains gouvernements. D'un côté, le projet répond à certains besoins et risques économico-politiques auxquels certains pays font face. Il peut permettre également de surmonter une instabilité potentielle au sein de certains Etats de l'Union, de combler des besoins en infrastructures grâce aux investissements chinois et d'accéder à de nouveaux marchés en Eurasie. Également, c'est une excellente occasion pour renforcer la sécurité énergétique.

Cependant, l'Union s'inquiète d'une augmentation du trafic ferroviaire et des contreparties auxquelles devraient faire face les États européens en échange d'investissements chinois. L'Union européenne a des doutes quant à la bienveillance de la Chine. Ces inquiétudes ont poussé les ambassadeurs européens à Beijing à signer un rapport interne à propos de l'initiative des nouvelles routes de la Soie. Notre ambassadeur n'a pas signé ce rapport. Pour nous, l'initiative est une source d'opportunités pas seulement pour notre pays, mais pour toute l'Europe..

En effet, le projet de La Nouvelle Route de la Soie ne nous a pas été indifférent. Notre gouvernement est conscient du rôle chaque fois croissant que l'Asie en général et la Chine en particulier, jouent sur la scène internationale et dans le commerce mondial. C'est pour cette raison que nous avons signé un accord de coopération avec la Chine. Nous croyons en un nouveau monde politique et économique. De plus, la "BRI" est en complet accord avec la politique "d'ouverture à l'Est" de notre gouvernement; nous cherchons à générer des bénéfices pour notre État et ses habitants et ce projet nous le permet. En développant les infrastructures et les services, la cohésion économique pourra être renforcée au sein des seize pays de cette "zone". Cependant, des questions se posent au niveau de l'Union Européenne.

Par ailleurs, notre pays est devenu le troisième partenaire commercial de la Chine en Europe centrale et orientale et la Chine, quant à elle, est devenue notre principal partenaire commercial en dehors de l'UE. Effectivement, la Hongrie est la principale destination des investissements chinois en Europe centrale et orientale. Ainsi, c'est à juste titre si la Hongrie a été le premier pays européen à avoir signé un accord de coopération avec la Chine dans le cadre de la nouvelle Route de la Soie, nous avons vu nos liens économiques avec la Chine prospérer et se renforcer au cours des dernières années. Les investissements chinois en Hongrie sont en augmentation constante et nous espérons qu'ils s'accroissent dans les infrastructures. Ces investissements concernent notamment les

domaines de la chimie, de la finance, des télécommunications, des énergies nouvelles, de l'automobile et de la logistique.

Comme vous le constatez, notre gouvernement a apporté son soutien à ce projet chinois dès les premiers moments, en dépit de la réticence de certains Etats membres de notre Union alors même que la quasi-totalité des 27 approuve le principe du projet chinois et les opportunités qu'il offre à nous tous. En effet, si l'Europe doit continuer de garder la place qui est la sienne sur la scène économique et commerciale internationale, il est urgent pour elle de définir et d'adopter une stratégie de coopération commune, du moins harmonisée, face à cette initiative chinoise de la nouvelle Route de La Soie. La Hongrie entend continuer de jouer son rôle en faveur de relations sino-européennes prospères pour nos peuples.

C'est donc en voyant les bénéfices et les avantages que ce projet offre et présente que nous avons mis en place un certain nombre de solutions. Dans un premier temps, le gouvernement hongrois a émis avec succès, en 2016 ainsi qu'en 2017, des obligations en renminbi chinois d'une valeur totale d'un milliard de yuans sur le marché interbancaire. La Chine et notre gouvernement ont signé en cette même année, 2017, une dizaine d'accords destinés à renforcer nos relations bilatérales dans des domaines tels que l'agriculture, le commerce en ligne, la finance, les télécommunications, le tourisme et l'éducation. Cependant, nous savons que pour un tel projet nous devons renforcer notre confiance mutuelle. La confiance créée par une telle coopération peut s'étendre à d'autres domaines, un effet qui est particulièrement important dans les projets liés à l'IRB.

Complémentairement, parmi les relations que la Chine tient, celle avec l'Europe est la plus stable depuis le début des programmes de réforme et d'ouverture de la Chine, notamment avec l'Europe centrale et orientale. Certains affirment que la coopération "16+1", mais la Hongrie et le reste des PECO avons profité de cet accord. Celui-ci a réduit l'écart de développement interne et a contribué à notre intégration dans l'UE.

En effet, le renforcement du dialogue et de la confiance entre la Chine et l'UE est nécessaire. De plus, la participation "collective" des pays de l'UE à l'IRB favorisera certainement l'intégration des normes et des règles chinoises et européennes. Alors que les pays de l'UE qui n'ont pas officiellement adhéré à l'IRB bénéficient déjà d'une coopération approfondie avec la Chine, le projet commun Chine-France de construction de la centrale nucléaire de Hinkley Point C au Royaume-Uni est une parfaite démonstration de la coopération entre la Chine et l'UE dans l'intérêt mutuel.

En conclusion, une stratégie européenne face à l'initiative géopolitique chinoise de la nouvelle Route de La Soie en Europe est urgente et indispensable. Le gouvernement hongrois croit important l'ouverture aux discours et aux accords; afin d'apporter des bénéfices et des avantages à l'ensemble des Etats de l'Union mais aussi afin de favoriser une meilleure intégration des nouveaux membres. Ce projet de la nouvelle Route de Soie permettra également notre ouverture à l'échelle mondiale notamment par le biais des divers réseaux de transport ainsi que de tous les échanges qui se feront au bénéfice de tous, au mieux du bien-être du citoyen européen. Néanmoins, notre position reste et restera la même. Nous bénéficions actuellement des investissements de la Chine et selon les statistiques chinoises, le volume des échanges commerciaux bilatéraux entre la Chine et la Hongrie a atteint un niveau record de 10,88 milliards de dollars américains en 2018, soit une augmentation de 7,5 %. L'Etat chinois et l'Etat hongrois ne vont faire que renforcer leur coopération dans le cadre de l'initiative de La Route de Soie. Ainsi, il est urgent et indispensable que notre Union pense et agisse de façon unie; notre survie sur la scène internationale en dépend, le bien-être de nos citoyens en dépend et, comme l'avaient si bien compris les précurseurs du projet européen; *"l'union fait la force"*.

